

ÉDITORIAL

NATHALIE BAMPS

Baisser l'obligation scolaire, fausse bonne idée

Acter le décrochage?

Non

Des milliers de jeunes francophones sont en décrochage scolaire complet. L'école est devenue leur pire cauchemar, ils s'y rendent contraints et forcés par la loi sur l'obligation scolaire. Souvent en vain, pris dans le cercle vicieux de l'échec, ils attendent juste (im)patiemment de pouvoir en être quitte à 18 ans. À cet âge, un jeune sur dix quitte l'école sans diplôme.

Le ministre wallon de l'Emploi, Pierre-Yves Jeholet (MR), y voit un solide gâchis pour une jeunesse inadaptée à l'école. Sur ce point, on peut lui donner raison. Il est absurde de lier sur sa chaise un jeune qui ne trouve pas de sens à ce qu'on l'oblige à faire: étudier, ingurgiter de la matière dont il n'a pas perçu l'intérêt ou qui ne le passionne pas. Si étudier sous la contrainte faisait partie des recettes mi-

racles, cela se saurait, et le taux de décrochage frôlerait le zéro absolu.

Cette recette magique existe déjà, cela s'appelle l'enseignement en alternance.

Pierre-Yves Jeholet, fort de son (juste) constat, pousse donc le raisonnement plus loin. Pour lui, ce n'est pas le jeune qui est en échec, mais le système scolaire. Et donc, pour sauver ce jeune victime de cet enseignement francophone

défaillant, il faut l'en sortir rapidement. Et confier ce rôle de formation au privé: l'entreprise.

Sauf que Pierre-Yves Jeholet oublie que cette recette magique existe déjà, cela s'appelle l'enseignement en alternance. Une réalité organisée... par la Région wallonne. Et elle est accessible aux jeunes dès... 15 ans. Voilà. Alors, développer ce type d'apprentissage main dans la main avec l'enseignement serait bien plus efficace que de se tirer dans les pattes au rythme des échéances électorales.

Dans ce message, il y a aussi un sous-entendu qui nous dérange fortement. Dire aux jeunes: «Vous n'aimez pas l'école? Quittez là», c'est les inviter à prendre l'option facile. Tout comme il est facile d'évacuer le problème en faisant en sorte qu'il n'existe plus. Mais de la part des politiques, on attend autre chose que des solutions faciles. Acter le décrochage, c'est facile. S'y attaquer et rendre l'école plus motivante et attractive pour les élèves, c'est autre chose...